

ÉPREUVE D'ANALYSE DE SITUATION PROFESSIONNELLE
GÉOGRAPHIE

Sujet :
**Enseigner « Habiter une métropole »
en classe de sixième**

I. Éléments de présentation de la situation professionnelle

- **Document A** : Extrait du programme de géographie de cycle 3, classe de sixième, B.O. spécial n°11 du 26 novembre 2015, et la fiche Eduscol.
- **Document B** : Manuel de géographie, classe de 6^e, Alexandre Ployé (dir.), Paris, Magnard, 2016, p. 152-153.
- **Document C** : Manuel de géographie, classe de 6^e, Emilie Blanchard et Arnaud Mercier (dir.), Lyon, le livre scolaire, 2016, p. 182-183.

II. Éléments d'analyse scientifique et civique de la situation professionnelle

- **Document D** : Anne Hertzog et Alexis Sierra, « Penser la ville et l'urbain, les paradoxes de la géographie française », *Echogeo*, mars 2010. [En ligne]
- **Document E** : Anne Clerval, « A Paris le discours sur la mixité sociale remplace la lutte des classes », *L'Humanité*, 18 octobre 2013. [En ligne]

Document A : Extrait du programme de géographie de cycle 3, classe de sixième. B.O. spécial n°11 du 26 novembre 2015 et la fiche Eduscol.

Extraits du programme

Repères annuels de programmation	Démarches et contenus d'enseignement
<p>Thème 1 Habiter une métropole</p> <p>Les métropoles et leurs habitants.</p>	<p>La métropolisation est une caractéristique majeure de l'évolution géographique du monde contemporain et ce thème doit donner les premières bases de connaissances à l'élève, qui seront remobilisées en classe de 4e.</p> <p>Pour le premier sous-thème on se fonde sur une étude de deux cas de métropoles choisies pour l'une dans un pays développé, pour l'autre dans un pays émergent ou en développement. Il s'agit de caractériser ce qu'est une métropole, en insistant sur ses fonctions économiques, sociales, politiques et culturelles, sur la variété des espaces qui la composent et les flux qui la parcourent. Elles sont marquées par la diversité de leurs habitants : résidents, migrants pendulaires, touristes, usagers occasionnels la pratiquent différemment et contribuent à la façonner. Quels sont les problèmes et les contraintes de la métropole d'aujourd'hui ? Quelles sont les réponses apportées ou envisagées ? Quelles sont les analogies et les différences entre une métropole d'un pays développé et une d'un pays émergent ou en développement ?</p>

Extraits de la fiche Eduscol

Le traitement du thème privilégie ainsi la grande échelle, par deux études de cas qui permettent de conduire l'analyse de manière très concrète, au plus près des habitants.

Problématique : comment habiter et cohabiter durablement dans une métropole ?

On cherchera de manière prioritaire à faire comprendre à l'élève :

- que les métropoles accueillent et attirent de manière croissante populations et activités ;
- qu'elles se caractérisent par la diversité de leurs habitants, leur attractivité et leur rayonnement, qu'elles sont composées de différents espaces ;
- qu'il existe des manières variées d'habiter, en résidant, travaillant, se déplaçant, et de cohabiter avec des populations diverses au sein des métropoles ;
- que l'on peut imaginer d'autres manières d'habiter dans une perspective de Développement durable.

Ce processus génère des problèmes multiples, environnementaux, sociaux et politiques spécifiques aux métropoles que la recherche d'un développement urbain durable tente, avec des réussites inégales et incomplètes, de résoudre : des problèmes sociaux, liés à la puissance des inégalités urbaines, à la ségrégation voire à la fragmentation de l'espace par fermeture de certains quartiers (enclaves résidentielles fermées) ou par la présence de quartiers de relégation à de vastes échelles. Ces configurations socio-spatiales ne favorisent pas les rencontres et l'échange entre des populations différentes. Elles posent des questions de cohabitation au sein des métropoles. Des problèmes politiques se posent en termes d'équipements urbains, d'accès à l'espace public, de financements et plus globalement de gouvernance.

Document D : Anne Hertzog et Alexis Sierra, « Penser la ville et l'urbain, les paradoxes de la géographie française », *Echogeo*, mars 2010. [En ligne]

La *ville*, l'*urbain* sont des notions qui renvoient à des *lieux* et à des *aires*, à des sociétés inscrites territorialement, à des formes spatiales, à des paysages, à des *polarisations* et à des *distances* particulières. Aussi, la ville et l'urbain constituent-ils logiquement des objets de la géographie. [...] Les recherches consacrées aux politiques publiques et à la gestion urbaine se développent avec un intérêt de plus en plus fréquent pour les représentations socio-spatiales de la ville et les pratiques de ses habitants. La dimension physique ne disparaît pas : la ville est considérée comme un environnement construit qui permet de renouveler la question de la relation homme/milieu. La problématique des risques d'origine naturelle ou technologique interroge la ville à la fois comme système vulnérable et comme foyer d'aléas. L'espace urbain devient d'autant plus complexe à gérer en situation d'incertitude que la ville concentre les enjeux. Avec le développement des mobilités et de nouvelles pratiques, avec également les dynamiques à l'œuvre sur l'ensemble du monde, les notions de ville et d'urbain se différencient. Si les conférences et fora urbains tentent de penser la ville de demain, il y a bien la « disparition d'une certaine manière locale de vivre institutionnellement ensemble, qui fut le propre des entités dotées d'une identité et qu'on appelait ville » (Choay, 1999).

Les outils de la géographie classique, trop souvent persistants, deviennent inopérants pour comprendre les phénomènes liés à la ville. Au cours des années 1990, Jacques Lévy propose une théorie de l'urbain comme organisation spatiale caractérisée par un jeu de couple entre densité et diversité, l'urbain étant toujours plus dense et plus divers que le non urbain. Des degrés d'urbanité sont alors définis qui permettent de questionner l'urbain et ses dynamiques dans le contexte de la mondialisation (1999). Les questions de l'étalement urbain (périurbanisation) et de l'organisation réticulaire des espaces urbains alimentent les réflexions sur la « fin de la ville » ou la « ville émergente » et conduisent à des redéfinitions comme l'exprime la « métropole » de François Ascher (1995).

La question de la fragmentation urbaine devient fondamentale et imprègne le questionnement sur la gouvernance urbaine. Elle interroge sur ce qui « fait ville » et ce qu'est être urbain : les pratiques, les représentations, les images participent à une géographie des identités urbaines et de la cidadinité. [...] Le développement généralisé des mobilités (migratoires, touristiques...) contribue à redéfinir les territorialités urbaines et l'urbanité. En portant les thèmes du développement durable, de la gouvernance, des discriminations et du genre, de la gestion dans l'incertitude voire la question climatique, les instances internationales mettent en exergue la ville et la société urbaine à la fois comme lieu d'identification des problèmes et comme laboratoire de nouvelles politiques. La question urbaine est porteuse de transversalité comme le montrent les conférences internationales à travers des notions-slogans comme ceux de la ville durable, la ville citoyenne ou la ville sûre. Tous les champs disciplinaires sont alors sollicités mais la géographie peine encore à se situer entre les préoccupations sociales et l'implication à laquelle elles peuvent conduire, et une recherche scientifique qui reste critique envers la terminologie utilisée et qui doit intégrer la diversité (et la relativité) des points de vue.

Document E : Anne Clerval, « A Paris le discours sur la mixité sociale remplace la lutte des classes », *L'Humanité*, 18 octobre 2013. [En ligne]

Qui peut croire que l'installation de classes moyennes à la Goutte-d'Or va améliorer les conditions de vie des ouvriers et des employés vivant dans ces quartiers ? Proximité spatiale ne signifie pas redistribution des richesses. Elle accroît même, parfois, les difficultés. Les familles populaires installées dans les logements sociaux construits en bas des Champs-Élysées, en plein cœur du 16^e arrondissement, pour beaucoup d'origine africaine, se heurtent à un racisme bien plus important qu'ailleurs, et perdent des liens sociaux nécessaires pour résister à la crise. L'éviction et la dispersion des classes populaires vers la périphérie entraînent aussi la perte d'un précieux capital social, des réseaux de solidarité, voire des réseaux militants, particulièrement denses dans la ville-centre et certaines communes de proche banlieue. Aujourd'hui, l'injonction au vivre-ensemble et la mixité sociale ont remplacé la lutte des classes. L'hégémonie de ce discours et l'ethnisation croissante des questions sociales désarment les classes populaires face à la gentrification, et compliquent le développement d'une solidarité de classe. Il n'y a pas de ghettos, ni de ghettoïsation, mais une paupérisation considérable des classes populaires dans le nouveau régime capitaliste d'accumulation flexible. La concentration spatiale des classes populaires a, au contraire, été historiquement un support d'émancipation par la révolte et la révolution, comme les quartiers noirs états-uniens ont été la base du mouvement pour les droits civiques : à charge d'une gauche de gauche de prendre au sérieux les ferments actuels de révolte dans ces quartiers au lieu de vouloir les supprimer. [...]

Pour cela, il faut d'abord poser la question du mode de production capitaliste de la ville. Pourquoi la capitale exclut-elle autant de personnes ? Parce que la production de la ville n'est pas faite pour satisfaire les besoins des gens. Elle vise d'abord à rentabiliser le capital, à immobiliser au sol les surplus de capitaux pour une rentabilisation ultérieure. La ville est un stabilisateur du capitalisme mondial. Lutter contre le processus de gentrification suppose de remettre en cause le capitalisme. C'est la condition nécessaire à la réappropriation de la ville par tous, et en particulier les classes populaires. Cela rejoint la proposition d'Henri Lefebvre pour le *droit à la ville*, autrement dit le droit collectif de produire et de gérer la ville, qui oppose la propriété d'usage à la propriété privée lucrative et remet en cause à la fois le pouvoir des propriétaires ou des promoteurs et celui des édiles au profit d'un pouvoir collectif direct. Cette lutte contre la production marchande et inégalitaire de la ville s'incarne, aux États-Unis, dans un mouvement appelé *Right to the city*. Cette coalition de collectifs locaux s'affirme clairement contre la gentrification, milite pour le droit au logement, ou se bat pour sauver un commerce populaire menacé par un promoteur... Une lutte multiforme qui permet d'ancrer la lutte des classes dans chaque quartier et de fédérer différentes luttes sectorielles au niveau local. Elle peut aussi inclure ceux qui fréquentent la ville, qui la font vivre, sans toutefois y résider. Parfois, ce sont d'anciens habitants qui continuent d'y passer du temps, comme à Château-Rouge (18^e). La ville, longtemps réduite à la question du cadre de vie, peut être un levier aussi efficace que le monde du travail pour une prise de conscience anticapitaliste.